SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 27 DÉCEMBRE 1861.

Rapport de la Commission de l'Intérieur, chargée d'examiner le Projet de Loi portant extension du ressort du Conseil de Prud'hommes de Renaix.

(Voir les Nos 12 et 50 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. D'OMALIUS D'HALLOY, Président ; DE CANNART D'HAMALE, DE
PITTEURS-HIÉGAERTS, HANSENS, le Baron DE RASSE, le Baron DE SELYS-LONG-
CHAMPS, et CORBISIER, Rapporteur.

MESSIEURS,

L'industrie renaisienne n'est pas uniquement concentrée dans la ville de Renaix; elle s'exerce également par les habitants d'un assez grand nombre de communes voisines.

Dans l'intérêt des populations rurales, auxquelles cette industrie procure les moyens d'existence, et, tout à la fois, dans l'intérêt financier de la ville, l'administration communale de Renaix a demandé que la juridiction de son conseil des prud'hommes, qui, d'après l'arrêté royal du 50 septembre 1859, ne dépasse pas les limites de la banlieue, fut étendu à ces diverses communes.

Le résultat de l'instruction, à laquelle sa requête a été soumise, lui est complètement favorable; toutefois, la députation permanente du Conseil provincial et la Chambre de commerce d'Audenarde sont d'avis que trois des communes qui devraient entrer dans la circonscription du nouveau ressort, au vœu du Conseil communal de Renaix, doivent, au contraire, être maintenues dans le ressort du Conseil des prud'hommes d'Audenarde.

Pour faire droit à cet avis et à la demande de la ville de Renaix, M. le Ministre de l'Intérieur a présenté à la Législature, dans les premiers jours de la session actuelle, un projet de loi que la Chambre des Représentants a adopté.

Après l'avoir mûrement discuté, votre Commission de l'Intérieur, que vous avez saisie de l'examen de ce Projet de Loi, a l'honneur de vous proposer, à l'unanimité, Messieurs, de lui donner, à votre tour, un vote approbatif.

Le Président,
D'OMALIUS D'HALLOY.

Le Rapporteur,
F. CORBISIER.